

Contre les microagressions, une illégitime défense ?

Sous la pression des étudiants, des universités américaines ont mis en place des mécanismes de prévention et de dénonciation destinés à lutter contre tout propos pouvant être perçu comme dévalorisant pour une minorité. Certains redoutent que l'excès de précaution ne viennent tuer le débat d'idées

CORINE LESNES
SAN FRANCISCO - CORRESPONDANTE

Un mot nouveau a fait son apparition aux Etats-Unis : « microagression ». Il est particulièrement populaire sur les campus, alimentant encore le débat sur la considération à accorder à chacun, la politique de l'identité et la liberté d'expression. Il qualifie les blessures subtiles qui affectent les individus exposés à une forme de dévalorisation par l'intermédiaire du langage. Des phénomènes indissociables de la vie en société mais qui atteignent particulièrement les minorités en les renvoyant à leur altérité.

Le terme a été forgé dans les années 1970 par le professeur de psychiatrie Chester Pierce, de la faculté de médecine d'Harvard, pour qualifier le dénigrement racial qui, à long terme, menace la santé des individus. Il a été développé à partir de 2007 par le psychologue Derald Wing Sue, de l'université Columbia, à New York. Dans un livre publié en 2010, *Microaggressions in Everyday Life. Race, Gender, and Sexual Orientation* (John Wiley & Sons), le chercheur définit ainsi les microagressions : des insultes ou attitudes « intentionnelles ou non » qui « communiquent des messages hostiles ou méprisants ciblant des personnes sur la seule base de leur appartenance à un groupe marginalisé ».

Le phénomène n'était pas nouveau, mais le fait de lui donner un nom a « fait résonner une corde », explique Yolanda Flores Niemann, directrice du département de psychologie de l'université du Texas du Nord. « Cela nous a donné un langage commun pour qualifier ces expériences dont nous nous sommes rendu compte que nous les avons en commun. » Depuis, les « microagressions » sont partout : colloques, tribunes de presse et bien sûr amphithéâtres, plébiscitées par les étudiants issus de minorités et tous ceux qui contestent la domination des « mâles blancs » dans l'enseignement supérieur.

Comment détecter une microagression ? La professeure Flores Niemann, qui étudie depuis trente-cinq ans les liens entre « race et psychologie » aux Etats-Unis, a interrogé ses étudiants en 2017. De leurs témoignages, elle a fait un clip vidéo posté sur YouTube. Il fournit des exemples des trois catégories de microagressions définies par Derald Wing Sue : microassauts, micro-insultes et micro-invalidations.

Les microassauts sont intentionnels ; ils peuvent être qualifiés d'actes de discrimination : swastikas ou drapeaux confédérés (l'emblème des Etats esclavagistes pendant la guerre de Sécession, entre 1861 et 1865) dessinés dans les dortoirs, inscriptions islamophobes sur les tableaux de salles de classe (« Ban islam », « bannissez l'islam », est un classique).

Les micro-insultes sont le plus souvent inconscientes. L'« agresseur » les voit même comme un compliment. Elles font passer l'idée que l'interlocuteur fait exception au stéréotype. C'est le colocataire qui, après quelques mois de cohabitation, s'émerveille : « Je ne

m'aperçois même plus que tu es noir. » L'enseignant de physique qui félicite avec profusion « la meilleure étudiante noire » de sa classe. Ou celui qui demande à un élève latino de réparer un vélo, persuadé que « quelqu'un comme lui » sait sûrement comment faire.

Les « micro-invalidations » se définissent, elles, comme des commentaires ou actions qui considèrent comme quantité négligeable l'« expérience de groupes historiquement désavantagés », explique M^{me} Flores Niemann. Affirmer par exemple que la notion de « privilégié blanc » n'existe pas. Ou se proclamer « colorblind » : aveugle à la couleur des individus, ce qui dénie la prise en compte de leur entière personnalité.

« VOUS ÊTES D'OU ? »

D'autres exemples de microagressions figurent dans une liste établie en 2015 par l'université de Californie pour sensibiliser le corps enseignant avant la rentrée. On y trouve des expressions courantes comme « L'Amérique est une terre d'opportunités ». Un mantra du « rêve américain » mais aussi une microagression potentielle, aux yeux de ceux qui ont surtout trouvé injustice et discrimination aux Etats-Unis. La question : « Vous êtes d'où ? », si familière aux Etats-Unis, et qui appelle généralement une réponse comme « Pittsburgh » ou « Kansas City ». Elle peut être mal vécue si elle

A l'université Rutgers, des étudiants ont demandé une mise en garde contre « Gatsby le magnifique », au motif que le livre de Fitzgerald contient des scènes de misogynie et de violence domestique qui pourraient réveiller les mauvais souvenirs

est adressée à une personne « de couleur » (selon l'expression utilisée aux Etats-Unis) : elle lui rappelle sa non-ressemblance au groupe majoritaire. Ou encore la réflexion : « La personne la plus qualifiée devrait être recrutée pour ce job. » C'est souvent le langage codé utilisé par ceux qui s'opposent à l'affirmative action (« discrimination positive »).

Le nom même de l'étudiant peut être source de microagression, s'il est mal prononcé de manière répétée. A l'université Stanford, le diplômé de philosophie Praveen Shanbhag a créé une plate-forme appelée NameCoach : chacun peut y enregistrer la prononciation de son nom (et préciser le genre à employer quand on s'adresse à lui). Les professeurs sont appelés à s'y référer pour éviter de heurter les sensibilités. Une centaine d'universités l'ont adoptée. Sous la pression des élèves, les universités ont mis en place des mécanismes de dénonciation

et des ateliers de sensibilisation aux micro-agressions. Certaines ont ouvert des hotlines pour signaler les incidents. Cette année, à l'approche d'Halloween, nombre d'établissements ont invité les étudiants à éviter dans leur costume tout ce qui pourrait « dénigrer, déshumaniser ou diminuer l'identité ou la culture des autres ». Autrement dit, pas de « blackface » (visage noirci), ni de sombrero et moustaches, signes d'appropriation culturelle déplacée. Pour aider les étudiants à s'y retrouver, l'université du Michigan a diffusé un guide : « Est-ce que votre costume est raciste ? » En soulignant qu'« une culture n'est pas un déguisement ».

Ces recommandations sont jugées excessives par les conservateurs. « Dangereusement proches d'une atteinte au 1^{er} amendement » de la Constitution, qui protège la liberté d'expression, a protesté le club des étudiants républicains de l'université d'Oklahoma. En 2015, l'affaire avait pris des proportions démesurées : une maîtresse de conférences à Yale (Connecticut), qui avait défendu le droit des élèves à porter des déguisements « transgressifs », avait été contrainte à démissionner. Dans son émission satirique sur HBO, le comédien Bill Maher, grand pourfendeur du politiquement correct, a résumé le débat : « Les microagressions ne devraient-elles pas aboutir à des micro-indignations ? »

Bien au contraire. Les étudiants qui s'estiment la cible de microagressions sont encouragés à témoigner. M^{me} Flores Niemann leur conseille d'abord d'aborder l'« agresseur » avec pédagogie. Le plus souvent, il ignore son méfait. Il ne sait pas, par exemple, qu'interroger un étudiant noir devant toute la classe pour obtenir la « perspective afro-américaine » est vécu par l'intéressé comme une négation de sa singularité.

Si lui parler se révèle impossible, ou impensable, ou si l'étudiant a peur de représailles, il peut remplir une plainte anonyme auprès de l'office de la diversité et de l'inclusion présent sur tous les campus. Ou mentionner l'incident dans le formulaire d'évaluation qu'il remplit à la fin de chaque enseignement. Le papier sera lu par le professeur – après qu'il aura attribué ses notes – mais aussi par les responsables de l'administration. En avril, la faculté de santé publique d'Harvard (Massachusetts) a révélé qu'un tiers de ses 138 classes avaient fait l'objet de signalements de microagressions. L'université a ouvert une enquête sur celles qui avaient suscité plus de trois dénonciations. Nul ne sait combien d'universités appliquent un tel système mais les professeurs s'inquiètent. S'agit-il de recenser ? De punir ? « Voilà un phénomène dont personne n'avait entendu parler et qui tout à coup peut vous valoir de faire l'objet d'une enquête », critique le sociologue conservateur Bradley Campbell, de l'université de Californie à Los Angeles.

Autre expression nouvelle dans le jargon des campus : « trigger warnings », les avertissements sur le contenu potentiellement déstabilisateur de certains cours. Au départ, il s'agissait de prendre en compte le traumatisme subi par certains étudiants, et d'éviter de le ranimer. S'il était question de statistiques sur le viol, par exemple, dans une classe de

sociologie du droit, le professeur était invité à considérer la sensibilité d'un étudiant qui aurait été victime d'agression. Celui-ci serait autorisé à se dispenser du cours.

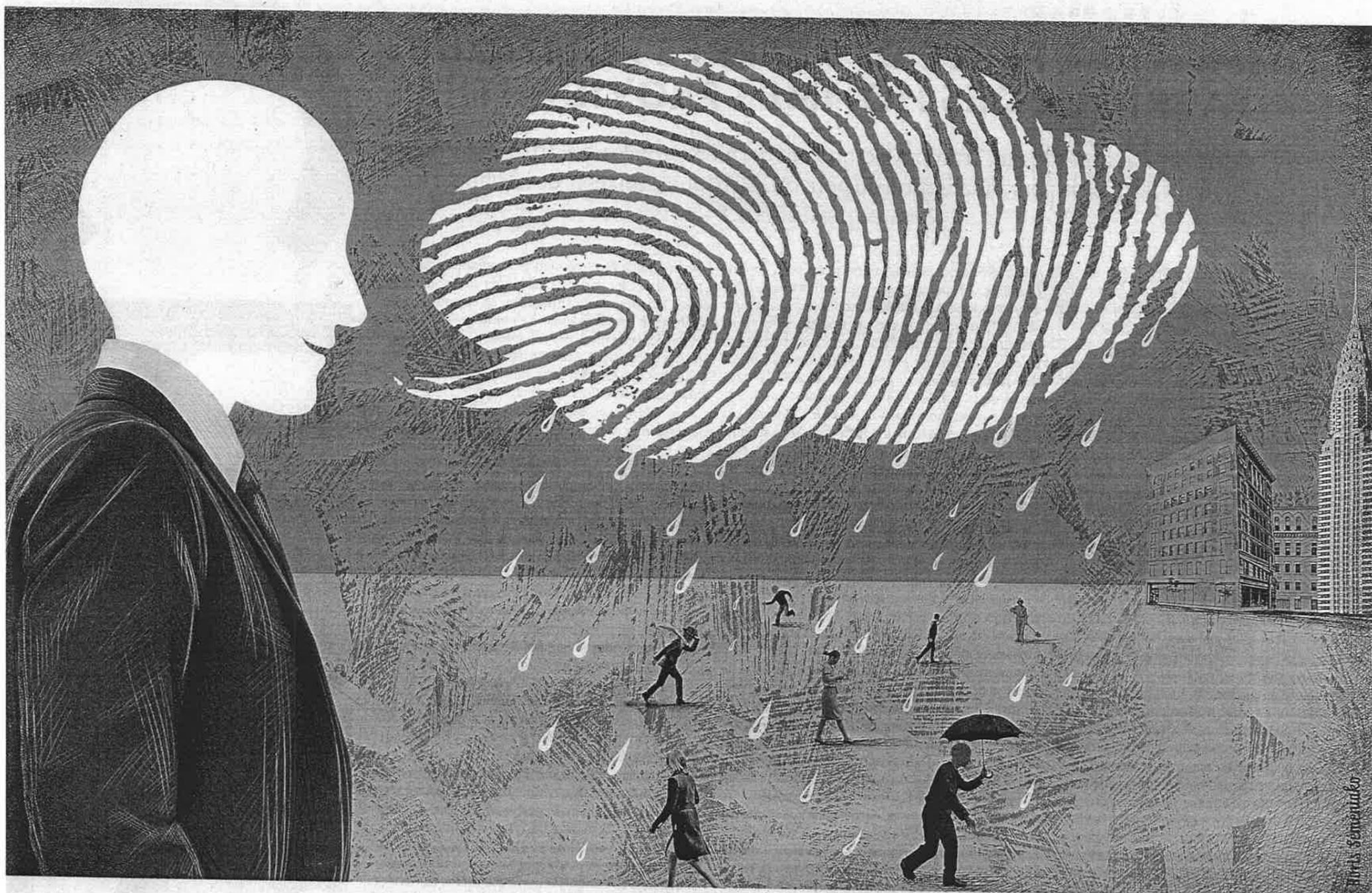
Maintenant, les jeunes réclament une politique de « warnings » plus globale. A l'université Rutgers (New Jersey), certains ont demandé une mise en garde contre *Gatsby le magnifique*, au motif que le livre de Fitzgerald contient des scènes de misogynie et de violence domestique qui pourraient réveiller les mauvais souvenirs. Egalement passées au crible, les œuvres qui illustrent les inégalités, le colonialisme ou la violence raciale, comme le livre *Things Fall Apart*, de l'écrivain nigérian Chinua Achebe, paru en 1958 (*Tout s'effondre*, Actes Sud, 2013). A Oberlin College, une université de l'Ohio réputée progressiste, l'administration a d'ailleurs proposé des avertissements sur « les questions de privilège et d'oppression ».

CONCEPT D'ESPACE PROTÉGÉ

La génération « postmillennials » réclame des protections contre ces agressions qu'elle débute jusque dans les bibliothèques des campus. Elle exige des endroits sûrs, des « safe spaces » – autre expression nouvelle. Un refuge contre les récits désagréables et les interventions d'orateurs controversés. Il peut s'agir d'endroits précis : une salle de classe, comme en 2014 à l'université Brown (Rhode Island), incident qui a popularisé le concept d'espace protégé. Wendy McElroy, une libertarienne, y avait été invitée à participer à un débat avec la féministe Jessica Valenti. Le groupe de travail des étudiants contre les abus sexuels s'est ému de ses positions sur la « culture du viol » sur les campus. Il a réclamé l'annulation de la soirée. La conférence a eu lieu mais l'université a mis en place un espace « sûr » où ceux qui étaient perturbés pouvaient aller se réfugier. Le *New York Times* a raconté qu'il y avait des cookies, des livres de coloriage, de la musique relaxante...

« Avant, les étudiants protestaient contre les intervenants qui ne leur plaisaient pas. Depuis 2013, on voit apparaître un phénomène nouveau : les étudiants demandent à être protégés des orateurs », observe le psychologue Jonathan Haidt, fondateur du groupe Heterodox Academy, qui vise à combattre le « rétrécissement » des points de vue dans le monde universitaire. « C'est une nouvelle manière de conceptualiser l'expression. Les gens tout à coup voient les idées comme dangereuses ; quelque chose qui peut justifier qu'on se retire dans un « safe space », ajoute Bradley Campbell.

Où s'arrêtent les microagressions ? Où commence la liberté d'expression ? Pour la plupart des éducateurs, l'idée même de « safe spaces » et de « trigger warnings » va à l'encontre de la mission de l'enseignement supérieur, qui est d'ouvrir l'esprit des étudiants à une multiplicité de théories. Admettre leur existence renforce la tendance des élèves à « faire du domaine personnel le premier domaine de compréhension » du monde, déplore la Coalition nationale contre la censure (NCAC). « Les jeunes ne disent plus : "Je ne suis pas d'accord". Ils disent : "Ça me



met mal à l'aise", observe le professeur de Columbia et historien des idées Mark Lilla, croisé mi-octobre à l'occasion d'un débat à l'université de l'Arizona à Phoenix. *Comme si leurs sentiments personnels avaient une sorte de "standing" dans le débat d'idées.*

Dans un livre paru en juillet (*The Coddling of the American Mind*, Penguin Press) et qui a été largement commenté, les chercheurs Jonathan Haidt et Greg Lukianoff attribuent ce désir de refuge, voire de bulle, à la «surprotection» (*coddling*, «dorloter») dont les jeunes font l'objet depuis l'enfance. Elle nuit à leur esprit d'aventure. «A l'âge critique de 8-10 ans, ils n'apprennent pas que le monde n'est pas si dangereux», explique Jonathan Haidt.

Les deux auteurs, qui ne cachent pas leur hostilité au concept de microagression, décrivent les «excès» de la culture de la sécurité sur les campus. Ils mettent en cause le rôle des réseaux sociaux, qui facilitent l'exposé et la

propagation des griefs personnels. Selon eux, la génération postmillennials, née après 1995, celle qu'on appelle «Gen-Z» ou «i-Gen», parce qu'elle a grandi avec l'Internet, a développé davantage d'anxiété et une plus grande hypersensibilité. Les taux de suicide ont augmenté de manière spectaculaire chez les adolescents depuis les années 2011-2012 (+ 25 % chez les garçons et + 70 % chez les filles). En arrivant à l'université, les étudiants voient des dangers partout, notent les chercheurs. Ils tentent de se défendre en réglant jusqu'aux costumes d'Halloween ou en réclamant que les intervenants controversés soient «désinvités».

Yolanda Flores ne partage pas cette vision des choses. Là où les deux chercheurs voient une fragilité, elle perçoit une «exigence de respect». «S'agit-il de surprotection lorsqu'on traite les étudiants avec respect?», questionne-t-elle. Selon elle, les jeunes ne sont «pas si différents de leurs prédécesseurs, en termes de

sensibilité. Ce qui a changé, c'est qu'ils sont moins tolérants envers les manifestations de manque de respect». Et, ajoute-t-elle, «si vous me dites que quelque chose vous agresse, qui suis-je pour décider que vous avez tort?»

L'universitaire reconnaît que la question des microagressions fait débat. «Même parmi les libéraux, certains trouvent que nous allons trop loin.» Pour elle, la vraie ligne de partage n'est pas politique mais générationnelle. Traditionnellement, la réponse aux microagressions, c'est de «faire avec», décrit-elle. Mais les jeunes de la i-Génération n'ont «pas été élevés» dans cette optique. Ils protestent, revendiquent le respect. «Ils nous donnent à tous un exemple», assure-t-elle.

Ce sont deux visions qui s'opposent. Celle de Derald Wing Sue, Yolanda Flores et des autres partisans de l'expression des microagressions considère que la prise en compte de la sensibilité de chacun ne peut que faire progresser la

société. L'autre – partagée par les conservateurs et quelques libéraux – se préoccupe du danger, pour le vivre-ensemble, de la montée des revendications identitaires. Dans une société de plus en plus multiraciale, ils s'inquiètent de l'absence d'arbitre, du tout-subjectif, tout-vindicatif. Ils voient monter les antagonismes entre les groupes sociaux, hypersensibilisés aux agressions verbales.

Dans une présentation de son livre devant l'American Enterprise Institute, un think tank conservateur de Washington, le 1^{er} octobre, Jonathan Haidt s'avouait pessimiste. Il rappelait le fondement de la grande «expérience américaine»: «Créer un pays qui ne soit pas basé sur le sang, le sol ou la religion.» L'expérience serait, selon lui, menacée. A l'heure où les réseaux sociaux «enflamment le sentiment tribal», il devient «difficile de poursuivre l'objectif d'une démocratie séculaire multiethnique», estimait-t-il. ♦

« On ne perd pas sa dignité du seul fait d'être insulté »

SAN FRANCISCO • CORRESPONDANTE

Sociologue conservateur, spécialiste des génocides, Bradley Campbell a publié cette année avec le professeur Jason Manning, de l'université de Virginie-Occidentale, un livre où il développe le concept de «culture de la victimisation» (*The Rise of Victimhood Culture. Microaggressions, Safe Spaces, and the New Culture Wars*, 278 p., Palgrave Macmillan).

Vous êtes critique à propos du phénomène de microagressions sur les campus. Vous parlez d'une «culture de la victimisation»?

Revenons aux fondements. La sociologie de la violence distingue la culture de l'honneur et la culture de la dignité. Dans les sociétés traditionnelles, c'est la culture de l'honneur qui prévaut: il existe une sensibilité élevée au fait d'être insulté, méprisé. On se bat en duel. On veut faire justice soi-même. Le statut moral repose sur l'honneur, la bravoure. On perd son honneur si on ne répond pas.

L'honneur a fait place à la dignité. Ça a été un grand

changement dans les sociétés occidentales car la dignité n'est pas quelque chose qu'on perd. La valeur vient du seul fait d'être humain, on ne peut pas la perdre du seul fait d'être insulté. Si quelqu'un utilise la violence contre vous, vous en réferez à la justice ou à la police. Il n'y a pas de déshonneur à en appeler à l'autorité ni à ignorer les affronts mineurs. Cela ne peut pas vous diminuer. L'idée est que les mots peuvent vous atteindre émotionnellement mais ils ne vous atteignent pas physiquement.

Sur les campus, nous avons noté quelque chose de différent, qui n'est du ressort ni de l'honneur ni de la dignité. Il existe une sensibilité particulière aux affronts, comme dans la culture de l'honneur. Mais on fait appel à une partie tierce: les étudiants demandent aux responsables de l'université d'interdire les intervenants qui, de leur point de vue, leur font du tort. Le statut moral, dans ce cas, est celui de la victime. Les gens sont vus comme des opprimés ou des oppresseurs. Le privilège devient un stigmata, comme la lâcheté dans la culture de l'honneur. On le voit dans l'expression *check your privilege*, qui est désormais renvoyée systématiquement aux gens

d'opinions différentes: examinez vos privilèges.

En quoi se plaindre des biais dont on se sent victime pose-t-il un problème? Est-ce que ça n'encourage pas à la compréhension mutuelle?

Si vous êtes de gauche, peut-être trouvez-vous cela positif. Mais si on veut réduire les conflits entre les gens, ça n'est pas la bonne approche. En insistant sur les microagressions, vous encouragez les gens à s'offusquer de choses mineures, à magnifier leurs expériences, à interpréter les intentions des autres de la manière la plus négative.

Il n'y a pas de définition pour ce qui est qualifié de microagression. Ça repose sur la perception. L'important n'est pas ce que vous avez voulu dire, mais la manière dont ça a été perçu. Et si quelqu'un se plaint, ça veut dire que l'agression a eu lieu: il ne peut pas y avoir de fausse accusation. C'est une source de conflits infinie, surtout dans une société aussi diverse que la nôtre. Il y a toujours quelqu'un pour s'offenser de quelque chose. On en est au point où, quand une phrase aussi anodine que «d'où êtes-vous?» est adressé à un

groupe minoritaire, celui-ci se sent légitime à répondre, y compris par un discours de haine. Ce n'est pas le genre d'environnement qui risque de favoriser l'harmonie raciale.

Vous estimez que la liberté d'expression est menacée?

On perd la faculté d'avoir un débat d'idées vigoureux. Avec les microagressions, on associe le discours et la violence. Ce brouillage des lignes entre la parole et la violence ne permet pas à l'université d'assurer complètement sa mission.

On ne peut pas demander que personne ne soit jamais offensé. La question n'est pas celle des insultes raciales. Personne ne doit prononcer le «N-word» [le mot «nègre» pour désigner les Afro-Américains] sur les campus. Ici, par exemple, ce dont il est question, c'est d'une oratrice qui vient débattre de la culture du viol sur un campus. Les protestataires veulent interdire sa présence. C'est basé sur cette nouvelle idée que la parole peut, au sens littéral, constituer de la violence. ♦

PROPOS RECUEILLIS PAR C. L.S.